COMMUNE DE WESTHALTEN
Haut-Rhin

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL DE WESTHALTEN
SEANCE ORDINAIRE DU 30 SEPTEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le trente septembre à vingt heures, le Conseil Municipal de Westhalten s'est réuni en séance ordinaire, après convocation légale, sous la présidence du Maire, Gérard SCHATZ.

Présents :

Les Adjoints : Sébastien DIRINGER, Béatrice KEPFER et Véronique DEBENATH.

Les Conseillers : VALENTIN Sylvie, MUNCH Jean-Marc, WISSELMANN Frédéric, THERY Stéphane,

Excusés: BASS Sandrine, DOMON Dominique, HASSENFRAZT Michèle, HUNTZIGER Nathalie, BURGENATH Mikaël, KUNTZ Aurore.

Assiste à la séance: WUCHER Patrice, Secrétaire de Mairie.

ORDRE DU JOUR:

- Points 1: Désignation d'un secrétaire de séance
- Points 2: Approbation du PV de la séance du 8 juillet 2019
- Points 3: Contrat groupe d'assurance statutaire
- Points 4: Détermination des taux de promotion propre à l'avancement de grade
- Points 5: Création d'un poste permanent
- Points 6: Indemnités de conseil du receveur municipal
- Points 7: Convention avec l'ADAUHR-ADT
- Points 8: Compte rendus divers
 - * Situation des permis
 - * Divers

POINT 1: DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

M. le Maire propose, conformément à l'article L.2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales, de désigner M. Wucher Patrice, secrétaire de mairie, en qualité de secrétaire de séance. Après délibération, le Conseil municipal désigne M. Wucher Patrice en qualité de secrétaire de séance du Conseil municipal.

POINT 2: ETUDE DU PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 8 JUILLET 2019

Après lecture, le procès verbal de la séance du 8 juillet 2019 est approuvé et signé par tous les membres présents.

POINT 3: CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
 Vu le Code des Assurances ;
 Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 26 ;
 Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;
 Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
 Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 5 novembre 2018 approuvant le renouvellement du contrat groupe d'assurance statutaire ;
 Vu les délibérations du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 11 mars 2019 approuvant la procédure concurrentielle avec négociation pour le renouvellement dudit contrat et le maintien des modalités de participation des collectivités aux frais du Centre de Gestion liés à la mise en concurrence et à la gestion du contrat d'assurance ;
 Vu la décision d'attribution de la Commission d'appel d'offres du 1er juillet 2019 ;
 Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion en date du 1^{er} juillet 2019, autorisant le Président à signer le marché avec le candidat CNP Assurances / SOFAXIS ;
 Vu l'exposé du Maire ;
 Vu les documents transmis ;
 CONSIDÉRANT la nécessité de conclure un contrat d'assurance statutaire ;
 Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité, d'adhérer à compter du 1^{er} janvier 2020 au contrat groupe d'assurance statutaire 2020-2023 et jusqu'au 31 décembre 2023.

Assureur : CNP Assurances / SOFAXIS

Régime du contrat : capitalisation

Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Pour les agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :

Les risques assurés sont : décès, accident de service / maladie contractée en service, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité.

Tous les risques avec une franchise de 10 jours par arrêt en maladie ordinaire à un taux de 5,20 % (*)

PREND ACTE que les frais de gestion du Centre de Gestion, qui s'élèvent à 0,085 % de la masse salariale annuelle de la collectivité, viennent en supplément des taux d'assurance ci-dessus déterminés,

Et à cette fin,

AUTORISE le Maire à signer le certificat d'adhésion avec l'assureur ainsi que la convention à intervenir dans le cadre du contrat groupe avec le Centre de Gestion.

PREND ACTE que la Collectivité adhérente pourra résilier son adhésion au contrat groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de six mois.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.

POINT 4: DETERMINATION DES TAUX DE PROMOTION PROPRE A L'AVANCEMENT DE GRADE

Le Maire de Westhalten,

Sur rapport de l'autorité territoriale,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 49 ;

Vu le budget de la collectivité territoriale / de l'établissement public ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité territoriale / de l'établissement public ;

Vu l'avis préalable du comité technique en date du 05 /09 /2019 n° AVT F2019.15 ;

Vu le modèle de délibération du Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Décide, après en avoir délibéré, de fixer les taux de promotion propre à l'avancement de grade à 100 % pour le cadre d'emplois d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe.

Il est applicable à l'effectif des fonctionnaires territoriaux des cadres d'emplois remplissant les conditions individuelles d'avancement de grade. Il détermine le nombre maximum de fonctionnaires territoriaux pouvant être promu à l'un des grades d'avancement.

POINT 5: CREATION D'UN POSTE PERMANENT

Le Maire de Westhalten,

Sur rapport de l'autorité territoriale,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;

Vu le budget de la collectivité territoriale / de l'établissement public ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité territoriale / de l'établissement public ;

Vu le modèle de délibération proposé par le Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin ;

Considérant que la création d'un poste permanent d'adjoint administratif principal relevant du grade de 1^{ère} classe à raison d'une durée hebdomadaire de service de 35 heures (soit 35/35^{èmes}) est rendue nécessaire par le surcroît de travail administratif ;

Décide

Article 1^{er} : À compter du 01 /11 /2019, un poste permanent d'adjoint administratif principal relevant du grade de 1^{ère} classe est créé à raison d'une durée hebdomadaire de 35 heures (soit 35/35^{èmes}).

Ce poste comprend notamment les missions suivantes, seconder le secrétaire général dans toutes ses fonctions.

Article 2 : L'autorité territoriale est chargée de procéder au recrutement d'un agent sur le poste et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Dans cette situation, la rémunération de l'agent contractuel sera fixée par référence à un échelon du grade précité.
Le niveau de recrutement est défini réglementairement et correspond au grade statutaire.

Article 3 : L'autorité territoriale est chargée de procéder à la déclaration de création de poste auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, dans les conditions et les délais fixés.

Article 4 : Les crédits nécessaires sont prévus au budget de la collectivité territoriale.

Une ampliation de la présente délibération sera adressée :

- au Représentant de l'État ;
- au Président du Centre de Gestion FPT du Haut-Rhin.

L'autorité territoriale informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.

POINT 6: INDEMNITES DE CONSEIL DU RECEVEUR MUNICIPAL

Le Conseil Municipal,

DECIDE d'attribuer l'indemnité de conseil à M. Bernard VASSELON, Trésorier à Colmar à partir du 1^{ER} janvier 2019. L'indemnité sera égale au maximum autorisé par l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983.

POINT 7 CONVENTION AVEC L'ADAUHR-ADT

- Le Conseil Municipal autorise Monsieur Le Maire à signer une convention avec l'ADAUHR-ADT pour la réalisation du dossier de modification du P.L.U et un devis de 2.127,50 € HT pour cette opération.

POINT 8 COMPTES RENDUS DIVERS

*** Situation des permis**

Monsieur le Maire effectue un compte rendu de la situation des permis de construire.

*** divers**

- Attribution d'une subvention de 3.000 € de la Fédération Française de Football pour des travaux d'arrosage automatique; de 2.495 € de l'Agence de l'eau Rhin et Meuse pour la réalisation d'un plan de gestion différencié ; de 7.995 € de l'Agence de l'eau Rhin et Meuse pour l'acquisition d'un broyeur.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a mandaté la société Bodet pour la réparation de la minuterie du cadran ouest de l'horloge de la mairie pour un montant de 1.491 € HT.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée que la société SFR Fibre SAS va cesser l'exploitation du réseau câblé sur Westhalten, le 31 décembre 2019.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'attribution de la note de 20,60 (+0,10) au secrétaire de mairie Patrice Wucher, sur la qualité comptable, score IQCL 2018, qui est la deuxième place ex-aequo sur 30 commune de la Trésorerie de Colmar Municipale, atteint pour la troisième année consécutive.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Commune de Westhalten et le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges organisent samedi le 9 novembre de 8h à 13h une journée éco-citoyenne pour la restauration de pelouses au Strangenberg.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée que la fête de Noël des personnes âgées est fixée au dimanche 8 décembre 2019 à 11h45 au Paradis des Sources à Soultzmatt.

* Monsieur le Maire informe l'assemblée que la réception du nouvel an est fixée au lundi 30 décembre 2019 à 19h à la salle dimière.

La séance est levée à 21h30.